

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES FAIRE ENTENDRE LE CAMP DES TRAVAILLEURS

Avec les candidats de

lutte **ouvrière**

SOUTENUS PAR **NATHALIE ARTHAUD**
ET **ARLETTE LAGUILLER**



Macron, président de combat contre les travailleurs

Macron, parrain de la loi travail, n'a pas caché ses projets d'accélérer les attaques contre les travailleurs. Suppression de 120 000 postes de fonctionnaires et 60 milliards d'économie sur les services publics ; légalisation des accords d'entreprises pour définir la durée légale du travail ; augmentation de la flexibilité et de la précarité ; pressions aggravées sur les chômeurs qui perdraient leurs indemnités après le refus de deux propositions.

Pour aller vite, Macron envisage de légiférer dès cet été par ordonnances. Il a été soutenu par tout ce que le pays compte de grands patrons qui rêvent d'intensifier la guerre sociale qu'ils mènent contre nous. Ils attendent un retour sur investissement.

Nous voilà prévenus ! Mais de Juppé en 1995 à Villepin en 2006, bien d'autres gouvernements de combat ont dû ravalier leurs projets devant la mobilisation collective des travailleurs.

La démagogue Le Pen, ennemie des classes populaires

Si le FN n'est pas avare de promesses en direction des travailleurs, il est comme les autres partis qui promettent beaucoup avant les élections et déçoivent encore plus après.

Entre les deux tours de la présidentielle, Marine Le Pen a tenu à rassurer le grand patronat. Elle fait disparaître la retraite à 60 ans de sa profession de foi. Elle a aussi rétro-pédalé sur la sortie de l'euro en assurant

qu'il serait maintenu pour les entreprises. Sa démagogie xénophobe qui divise les travailleurs et les oppose les uns aux autres lui sert à masquer le fait que, comme tous les politiciens qui aspirent à gouverner dans le système capitaliste, elle est prête à se soumettre aux intérêts des grands industriels et des financiers.

Mensonges et guerre entre pauvres, c'est ça le programme du Front national !

À peine le nouveau président a-t-il été élu, le cirque électoral recommence avec les élections législatives. Avec des politiciens de droite, de gauche et du centre, Macron cherche à obtenir une majorité pour mettre en œuvre la politique anti-ouvrière qu'il annonce. Du Front national au Parti socialiste, en passant par La France insoumise et Les Républicains, les perdants de la présidentielle cherchent à se refaire. Tous prétendent que la politique qui va être menée par le gouvernement dépendra des députés. C'est un mensonge !

Ceux qui dictent leurs volontés aux ministres ne sont pas au Parlement. Ils siègent dans les conseils d'administration des grandes entreprises où ils représentent les intérêts des capitalistes, les vrais maîtres de la société.

Dans ces élections législatives, les travailleurs n'ont pas à se préoccuper d'un prétendu « vote utile ». Ceux qui se sont retrouvés en accord avec le programme porté par Nathalie Arthaud à l'élection présidentielle ont la possibilité de l'exprimer en votant pour les candidats de Lutte ouvrière.

Voter Lutte ouvrière, c'est affirmer que seule la force collective des travailleurs les protégera des attaques gouvernementales et patronales. C'est affirmer que tous les travailleurs, par-delà leurs origines, leur religion ou leur nationalité ont des intérêts communs, et que leurs vrais ennemis sont les capitalistes.

Un programme de lutte

Dans ces élections législatives, les 553 candidats de Lutte ouvrière défendront le programme que Nathalie Arthaud a popularisé pendant la campagne présidentielle : interdiction des licenciements et répartition du travail entre tous sans baisse de salaire ; augmentation des salaires et les pensions, en les indexant sur l'augmentation réelle du coût de la vie ; contrôle des

comptes des entreprises ; argent public pour les services publics.

Ce sont les seules mesures susceptibles de protéger les classes populaires des conséquences de la crise du capitalisme. Pour les imposer, les travailleurs ne pourront compter que sur leur mobilisation et sur leurs armes de classe, les grèves et les manifestations.

76 MILLIARDS D'EUROS

de profits pour les seules entreprises du CAC40, en 2016, c'est :



• 2 millions d'emplois



• ou la construction de 230 grands hôpitaux



• ou la construction de 700 000 logements.

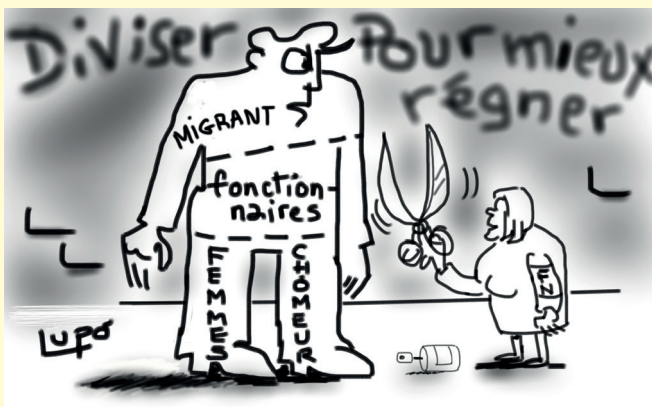
Whirlpool, Vivarte, Tati, GM & S... Interdiction des licenciements

Le chômage est une catastrophe sociale et une absurdité.

Pendant que six millions de travailleurs y sont contraints, combien d'autres subissent des cadences démentes ou des horaires à rallonge ? Et des entreprises faisant des bénéfices continuent de supprimer des emplois, de Whirlpool au groupe Eram qui se débarrasse de Tati

en passant par le géant de l'habillement Vivarte.

Pour les empêcher de nuire, la seule solution est d'interdire les licenciements et de répartir le travail entre tous les travailleurs, sans baisse de salaire. Les profits accumulés année après année par les gros actionnaires permettent largement de financer les emplois et les salaires.



Nathalie Arthaud @n_arthaud · 23 avr.

Les travailleurs conscients doivent rejeter le vote #LePen
#Macron, banquier ministre, est tout aussi un ennemi de la classe ouvrière



Service publics Assez de l'austérité !

60 milliards d'économies en cinq ans, suppression de 120 000 postes, révision à la baisse des contrats de travail : Macron projette une nouvelle saignée, avec à la clé des services publics encore plus dégradés et plus de chômage. Il veut enlever des moyens alors qu'il en

manque partout !

Il faut mettre un coup d'arrêt à cette politique. L'argent public ne doit pas servir à enrichir toujours plus les actionnaires privés. Il faut investir et embaucher massivement dans tous les services essentiels à la population.

Augmentation des salaires et des pensions!

Pour bon nombre de travailleurs, il n'est plus possible de vivre avec leur salaire ou leur retraite.

Ceux qui sont exclus du travail, chômeurs, malades ou handicapés, reçoivent des pensions dérisoires.

Nous devons exiger de pouvoir vivre sans devoir compter le moindre euro.

Il faut d'abord un rattrapage général de 300 euros par mois pour tous et fixer un minimum de 1 800 euros net pour les salaires et les pensions.

Et pour préserver leur pouvoir d'achat, ceux-ci doivent suivre l'augmentation des prix.

Contrôle des travailleurs sur les entreprises

Quand les dirigeants d'une entreprise ferment une usine, suppriment des emplois ou refusent d'augmenter les salaires, ils invoquent toujours des difficultés. C'est le cas de Vivarte (La Halle, André...) qui supprime des centaines d'emplois, après avoir engraisé ses actionnaires.

Il faut mettre en commun toutes les informations qu'on voit passer dans chaque service, rendre publics les comptes des

entreprises et ceux des familles bourgeoises qui les possèdent. Les travailleurs montreraient ainsi qu'il y a de quoi garantir tous les emplois tout en augmentant les salaires.

Il n'y a aucune raison de laisser les capitalistes s'abriter derrière le secret des affaires pour attaquer nos conditions d'existence.

Pour cela, il faut pouvoir rendre publiques des informations qui concernent toute la population.

École

Une priorité qui n'en est pas une

Macron déclare que l'éducation est sa priorité. Il promet, dès la rentrée prochaine, de doubler les classes de CP dans les zones d'éducation prioritaire.

Cela concernera peu d'élèves, ces zones ayant été largement amputées par une réforme en 2014. Et il n'est même pas question

de recruter le nombre d'enseignants nécessaire, mais de « redéployer » ceux qui avaient été affectés en plus dans les écoles.

Faire passer le redéploiement de moyens existants, assorti de quelques miettes, pour une « priorité » : voilà une astuce de vieux politicien que le jeune Macron manie parfaitement.



Nathalie Arthaud @n_arthaud · 2 h

#Macron nomme un #1er ministre de droite. Droite et gauche au gouvernement #enmarche pour les patrons.



Édouard Philippe, ou l'art de faire du neuf avec du vieux

Macron, ex-ministre de Hollande, a donc nommé comme Premier ministre un des dirigeants du parti Les Républicains. Alors, qu'est-ce qui a changé ? Rien de fondamental. Macron et Philippe partagent les mêmes idées : « libérer le travail », c'est-à-dire libérer

l'exploitation en attaquant les droits des travailleurs, et « soutenir les entreprises », c'est-à-dire le grand patronat. Gauche et droite se relaient au pouvoir depuis trente ans pour mener la politique de la bourgeoisie. La nouveauté, c'est qu'elles le feront ensemble.

Juppé 2, le retour

Édouard Philippe a été à le porte-parole à la primaire d'Alain Juppé. Ce dernier, ex-Premier ministre de droite, avait en 1995 tenté de faire passer une réforme

des retraites et de la Sécurité sociale. Cela déclencha un vaste mouvement de grèves qui l'obligea à reculer.

À bon entendeur, salut !

Le capitalisme détruit l'environnement

Pollutions de l'air, de l'eau, destruction des écosystèmes : les grandes entreprises capitalistes sont responsables de l'essentiel des dégâts environnementaux. La course au profit et la concurrence entre ces intérêts privés mettent l'avenir de l'humanité et la planète en danger.

Le réchauffement climatique montre que les problèmes qui se posent en matière d'environnement sont planétaires. Il faut remplacer cette société capitaliste folle et irresponsable par une société fondée sur l'intérêt collectif et le respect de l'environnement, une société communiste.

À bas l'impérialisme et ses guerres!

De l'Afrique à l'Asie, en passant par le Moyen-Orient, les principales puissances capitalistes sèment l'horreur et le chaos pour maintenir leur domination et le droit au pillage des grandes multinationales. Elles soutiennent les pires dictatures, alimentent les divisions, politiques ou religieuses, financent et arment les courants les plus réactionnaires et barbares.

L'impérialisme français n'est pas en reste. Par la présence de ses forces armées et par ses interventions militaires en Centrafrique, au Mali, en Libye ou en Syrie, l'État français protège les intérêts des marchands de canons et des milliardaires comme Bolloré, Dassault, Lagardère ou Bouygues.

Alors, troupes françaises hors d'Afrique et du Moyen-Orient !

Tripatouillages électoraux pour un Parlement sans pouvoir

Les candidats du PS et de la droite se lancent dans les élections législatives en tentant de faire oublier leur passé. Après cinq ans de pouvoir, la gauche sort profondément déconsidérée. La droite n'est pas en meilleur état, entre les casseroles de Sarkozy et les costards de Fillon.

Cela ne réduit en rien l'appétit des représentants de ces partis. Apparaître comme des hommes neufs est la condition pour accéder à la mangeoire. Valls quitte le PS, à qui il doit toute sa

carrière, pour rallier Macron. La droite élimine de son programme certaines mesures impopulaires comme la hausse de la TVA.

Mais la politique menée demain n'aura rien à voir avec ces fausses promesses et ces reniements.

Macron a déjà annoncé qu'il passerait par-dessus le Parlement en menant par ordonnances ses attaques contre le droit du travail. Ce Parlement ne servira à rien, si ce n'est à approuver la politique directement dictée par la grande bourgeoisie.

Le piège du protectionnisme

Le Pen ou Mélenchon prétendent protéger les couches populaires avec des barrières douanières. Mais taxer les importations, c'est augmenter les prix. Et que deviendront tous ceux qui fabriquent des produits vendus à l'exportation ?

Le protectionnisme nous met en concurrence avec des travailleurs d'autres pays. Mais pour protéger nos intérêts de travailleurs, par-delà les frontières, il faudra s'en prendre aux profits des capitalistes... y compris français !

Liberté de circulation et d'installation pour les migrants!

Fuyant la misère, la guerre ou la dictature, les migrants subissent des mois de traversée dans des conditions terribles et, arrivés en Europe, leur calvaire continue. En France, le gouvernement les bloque aux frontières, les parque dans des camps indignes... quand il ne les fait pas chasser à

coups de matraque. Heureusement il y a la solidarité d'une partie de la population.

Notre intérêt de travailleurs est de les accueillir comme des frères de classe. Ensemble, nous devons nous battre contre nos exploiters communs et contre la barbarie de ce monde.

Trump: un Le Pen américain aux affaires

Le candidat « anti-système » a placé grands patrons et généraux à tous les postes-clés de son gouvernement. Il s'attaque aux rares mesures qui, sous Obama, avaient amélioré la protection sociale. Il baisse l'impôt des sociétés de 30 % à 15 %. Accusant les étrangers de tous les maux et fermant les frontières à certains

d'entre eux, il dresse les travailleurs les uns contre les autres. Ses amis milliardaires s'en frottent les mains. Bref, une politique au service des riches doublée d'un pouvoir autoritaire contre les immigrants, les ouvriers et ceux qui voudront lui résister.

Trump donne un exemple de ce que pourrait faire le FN s'il était au pouvoir.



Nathalie Arthaud @n_arthaud · 20 avr.

En réponse à @n_arthaud

Rejeter tous les amalgames, entre terroriste et immigrants migrants au contraire il faut que l'on se soude contre nos exploiters #15Mpc





Des candidats de Lutte ouvrière dans 533 circonscriptions

Lutte ouvrière présente des candidats dans les 533 circonscriptions de métropole, dans six circonscriptions de l'île de La Réunion, ainsi que, conjointement avec les militants du groupe antillais Combat ouvrier, dans quatre circonscriptions en Martinique et quatre en Guadeloupe. Il s'agit de 277 femmes et 276 hommes. Ouvriers, employés, personnels hospitaliers, enseignants, agents de caisse, manutentionnaires, postiers, etc. : tous nos candidats et leurs suppléants sont issus du monde du travail. La liste complète et une carte interactive figurent ici : <http://www.lutte-ouvriere.org/legislatives>.

Des candidats communistes

Le capitalisme concentre les richesses entre quelques mains : aujourd'hui, huit milliardaires possèdent à eux seuls autant de richesses que la moitié de l'humanité.

La mainmise de la grande bourgeoisie sur les entreprises et l'économie lui permet d'accumuler des fortunes extravagantes qui se construisent sur l'exploitation du travail humain et nourrissent la spéculation.

Seule l'expropriation du grand capital permettra aux travailleurs de contrôler l'économie et de la faire fonctionner dans l'intérêt du plus grand nombre. C'est le communisme que défendent les candidats de Lutte ouvrière.



Reconstruire un parti des travailleurs

Les attaques de Macron contre les travailleurs et les classes populaires ne manqueront pas de susciter de la colère. Si nous ne voulons pas laisser le Front national la détourner et l'exploiter à son profit, il nous faut un parti qui défende une autre perspective, celle des luttes collectives du monde du travail pour ses intérêts. Un parti qui dénonce la politique du gouvernement et de tous

les représentants de la bourgeoisie. Un parti qui organise les travailleurs contre les injustices dont ils sont victimes : face à leur patron, à leur propriétaire ou à l'État. Un parti qui œuvre à la transformation de la société.

C'est un tel parti que nous voulons construire, dans la tradition communiste révolutionnaire. Rejoignez-nous dans ce combat !



La Fête de Lutte ouvrière

Samedi 3, dimanche 4 et lundi 5 juin, la fête de Lutte ouvrière aura lieu, comme chaque année à la Pentecôte, à Presles dans le Val-d'Oise. Cette fête est un grand rassemblement populaire dans un parc boisé. En vue des élections législatives, Nathalie Arthaud y tiendra deux meetings, dimanche et lundi à 15 heures. Et sinon, tout un chacun pourra assister à des spectacles et à des conférences, regarder des films, participer à des débats et disposer d'un large choix de titres dans les librairies.

Le programme et tous les renseignements pratiques figurent sur le site : fete.lutte-ouvriere.org.

Versez à la souscription de Lutte ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent nos idées. C'est à eux que nous faisons appel pour

verser à notre souscription. Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les envoyant à : Lutte ouvrière, BP 20029, 93501 Pantin Cedex.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à une réduction d'impôt de 200 €, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

RETROUVEZ NOTRE CAMPAGNE SUR INTERNET

www.lutte-ouvriere.org

[@n_arthaud](https://twitter.com/n_arthaud)

www.facebook.com/nathaliearthaud